SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Mars 2013

L'Essentiel

- Campagne agropastorale 2012-2013 : baisse des productions agricoles au Nigeria
- Situation toujours très précaire au Mali, en particulier au Nord pour les pasteurs
- Prix des céréales sèches en hausse sur presque tous les marchés du Niger, du Burkina, du Mali et du Tchad
- L'insécurité à l'ouest de la Côte d'ivoire menace la sécurité alimentaire

Campagne agropastorale 2012-2013 : Baisse des productions agricoles au Nigeria

La réunion du PREGEC tenue à Dakar (Sénégal) du 12 au 14 mars 2013 a confirmé les bonnes récoltes au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La production céréalière brute de la campagne 2012/2013 au Sahel et en Afrique de l'Ouest révisée en mars 2013 est estimée à 54,6 millions de tonnes. Elle est en hausse respectivement de 16% par rapport à 2011/2012 et de 1% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le maïs avec 17,6 millions de tonnes est en progression de 30% par rapport à la moyenne quinquennale. La filière maïs s'affirme de plus en plus comme une filière marchande dans l'espace ouest africain.

Tous les pays ont connu un accroissement de la production par rapport à la moyenne des cinq dernières années à l'exception du Nigéria (-8%). Pour rappel, les estimations au Nigeria montrent une baisse de 6% de la production de céréales et de tubercules par rapport à la moyenne quinquennale et de 12% par rapport aux estimations de 2012. Les spéculations les plus affectées sont le maïs (-1%), l'igname (-8%) et le manioc (-3%). Par rapport à 2011, la production de riz a baissé de 10%. Cependant, cette production de riz reste proche de la moyenne quinquennale. Il est à prévoir que cette baisse de la production affecte aussi bien le marché nigérian que le marché régional.

Au Sahel, la production céréalière est de 22,5 millions de tonnes. Elle est en hausse de 37% par rapport à la dernière campagne agricole et de 34% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le Niger, le Burkina Faso et le Tchad dégagent des excédents céréaliers contrairement à l'année dernière. Le Sénégal et la Mauritanie enregistrent une forte hausse des productions céréalières (50%) par rapport à l'année dernière. Cependant, les stocks publics et privés ne sont pas reconstitués à leur niveau optimal en raison de leur épuisement en 2012 et du manque de financement qui retarde ou réduit les lancements des appels d'offre, surtout au Mali.

La période est marquée par la poursuite des activités de contre saison ou de décrue (maraichage et riziculture irriguée). Au Niger, le stade dominant pour le maraichage est la récolte d'où l'abondance des produits maraichers sur les marchés (Afrique Verte).

La situation pastorale reste globalement bonne. L'état sanitaire et d'embonpoint des animaux est bon dans l'ensemble.

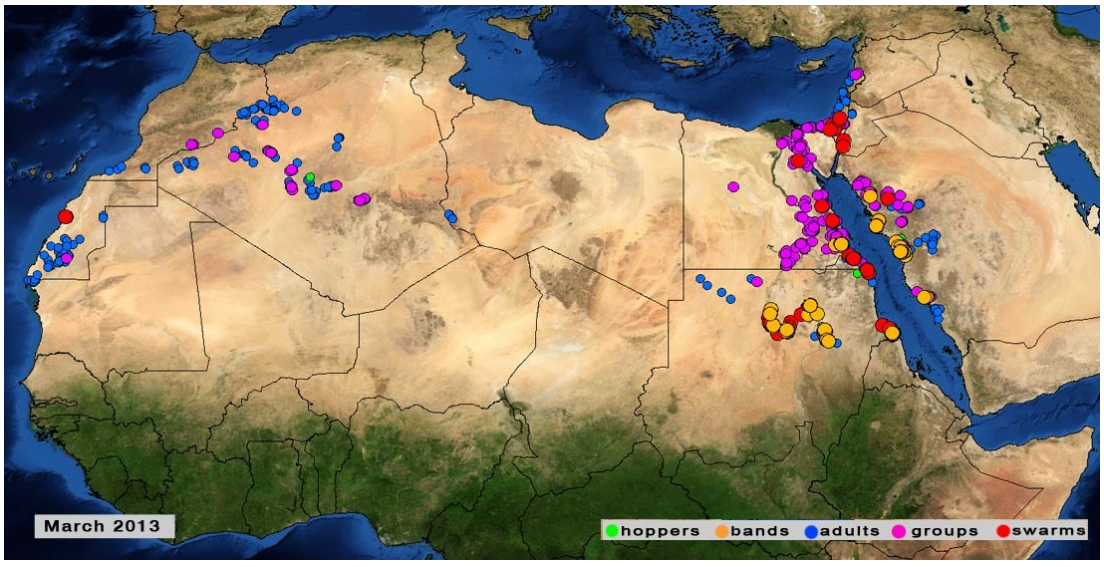
Situation acridienne au 3 avril 2013 : situation calme au Sahel

La situation relative au Criquet pèlerin est restée généralement calme dans la région en mars (figure 1 ci-après). Quelques petites essaims se sont formés dans le Sahara occidental, où la reproduction est quasiment terminée. Un nombre croissant d'ailés, y compris quelques petits groupes et un petit essaim, sont apparus dans les aires de reproduction printanière au sud des Monts Atlas au Maroc et en Algérie, et ont commencé à pondre dans le Sahara central en Algérie. Des ailés isolés étaient présents dans le nord-ouest de la Mauritanie et le sud-ouest de la Lybie. Des opérations de lutte limitées ont été entreprises au Maroc et en Algérie. Les éclosions donneront lieu à de petits groupes de bandes larvaires en mai.

Objectif : *Dans le cadre des réunions mensuelles du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective humanitaire, le PAM et la FAO informent grâce à ce document le groupe sur les faits saillants de la sécurité alimentaire du mois écoulé.*

Situation acridienne au 3 avril 2013 : situation calme au Sahel (suite)

Figure 1 : Situation acridienne en mars 2013



Source: FAO
légende : Hoppers = larves ; swarms = essaims

Situation toujours très précaire au Mali

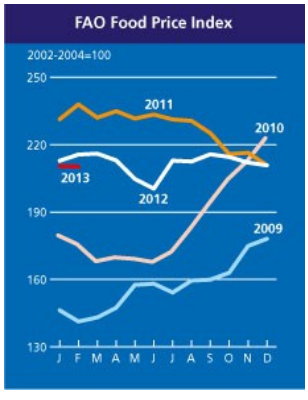
L'accès continue de s'améliorer dans les régions du centre tandis que les activités humanitaires restent limitées dans les régions du nord du fait de la menace de mines, des récentes violences et les opérations militaires en cours. D'après les ONG présentes sur le terrain, dans les zones de présence forte de groupes armés, les activités agricoles et d'élevage ont été perturbés (ACTED, Mercy Corps). A Ménaka, les productions agricoles auraient diminué à cause de l'accès limité aux parcelles de cultures. Les ménages agropasteurs et pasteurs auraient subi des pertes inhabituelles de bétail par mortalité, vols ou abattage, et certains ménages rencontreront des difficultés d'accès aux intrants agricoles et d'outils pour la campagne 2013-2014.

Tendance sur les marchés internationaux

L'Indice FAO des prix des aliments (figure 2) s'est établi en moyenne à 210 points en février 2013, soit un niveau inchangé par rapport à sa valeur de janvier, mais inférieur de 5 points (2,5 pour cent) à celle de février 2012. Depuis novembre, l'indice a évolué dans une fourchette étroite comprise entre 210 et 212 points, les hausses des prix des produits laitiers et des huiles/ matières grasses ayant été largement compensées par la baisse de ceux des céréales et du sucre. Les prix de la viande sont restés globalement stables sur la période. En février, ce sont les cours des produits laitiers qui ont le plus progressé, devant les huiles et matières grasses, tandis que les prix des céréales, et plus encore du sucre, chutaient.

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 245 points en février, en retrait de près de 1 pour cent par rapport à janvier, mais encore 8 pour cent au-dessus de son niveau de février 2012. Le recul du mois dernier correspond principalement à la baisse des prix du blé et, dans une moindre mesure, du maïs, partiellement compensée par une légère remontée des prix du riz. Les prix du blé ont diminué ces dernières semaines, en raison de l'amélioration des perspectives de récolte aux États-Unis, tandis que les prix du maïs restaient stables, du fait de maigres disponibilités sur les anciennes récoltes. La hausse des prix du riz s'explique en grande partie par la politique de soutien menée en Thaïlande et en Inde et par une contraction des stocks aux États-Unis.

Figure 2 : Indice des prix alimentaires de la FAO



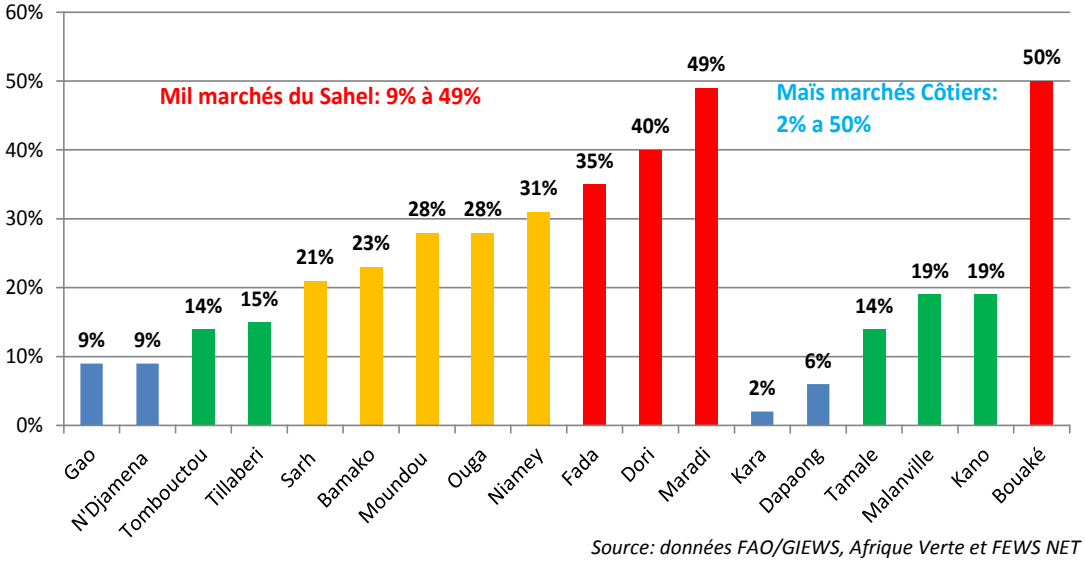
Source: FAO

En février, les **cours mondiaux** du riz se sont maintenus globalement stables, avec toutefois des situations toujours aussi contrastées. En Asie, les marchés restent pilotés par la demande en raison de l'abondance des disponibilités exportables, tandis sur que les marchés outre-Atlantique et d'Amérique du Sud les vendeurs prédominent compte tenu de disponibilités moins importantes et une forte demande d'importation régionale. Aussi, les prix devraient rester fermes aux Etats-Unis et dans le Mercosur, tandis qu'en Asie, la tendance baissière se poursuivra en raison de la concurrence sévère entre les principaux exportateurs. Les perspectives d'une réduction des échanges mondiaux en 2013, due à une baisse de la demande asiatique et africaine, si elle se confirme, vont probablement peser, à leur tour, sur l'évolution future à la baisse des cours mondiaux (Oziriz n°108).

Tendance sur les marchés en Afrique de l'Ouest

Début mars 2013, les prix des céréales sèches poursuivent leur hausse sur presque tous les marchés du Niger, Burkina, Mali et Tchad comparés à février 2013. Le niveau des prix des céréales sèches reste toujours supérieur à la moyenne quinquennale sur les marchés du Niger, Burkina, Tchad, et Sénégal. La figure 3, montre le niveau élevé des prix du mil et du maïs comparés à la moyenne quinquennale sur les marchés du Sahel et des marchés côtiers.

Figure 3 : Comparaison des prix du mil (mars 2013) et du maïs (février 2013) par rapport à la moyenne quinquennale sur certains marchés du Sahel et côtiers.



Source: données FAO/GIEWS, Afrique Verte et FEWS NET

Au Sénégal, comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse : mil (8 % à 30 %) ; sorgho (14 % à 35 %) ; maïs (11 % à 34 %).

Les termes de l'échange (TDE) bétail/mil sont en légère baisse en février 2013 par rapport à janvier 2013, mais restent favorables comparés à la moyenne quinquennale au Niger. Ainsi, sur le marché d'Abalak/Tahoua dans la zone pastorale, l'analyse des TDE en février 2013 indique qu'un bouc vendu permet à un éleveur d'acheter 114 kg de mil contre 115 kg le mois passé (Albichir No. 40). Cette légère détérioration est liée à une légère hausse du prix du mil malgré l'augmentation du prix de ce petit ruminant, du fait de son bon état d'embonpoint. En revanche, les TDE oignon/mil se sont améliorés au cours du mois de février 2013 comparés à janvier 2013. Au cours du mois de février 2013, lorsqu'un producteur de cette localité vend un sac de 100 kilogrammes d'oignon, il peut acquérir 162 kg de mil contre 156 kg en janvier 2013. Cette situation est liée à une sensible hausse du prix de l'oignon face à une légère augmentation du prix du mil. Ils restent cependant inférieurs à la moyenne des cinq dernières années (Albichir No. 40).

Au Niger, selon l'ONG Afrique Verte, malgré les hausses des prix enregistrées, deux marchés ont enregistré de légères baisses sur deux produits (-3% sur le riz à Agadez, -8% sur le maïs à Niamey) comparés à février 2013. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse sur la majorité des marchés : mil (15 % à 49 %) ; sorgho (13 % à 44 %) ; maïs (7 % à 21 %).

Au Burkina Faso, malgré les hausses enregistrées sur les marchés du pays, il a été observé des baisses des prix des céréales sèches sur certains marchés comparés à février 2013, selon l'ONG Afrique Verte : mil (-7 % à Tenkodogo) ; sorgho (-6 % à Tenkodogo, -11 % à Kongoussi) ; maïs (-6 % à Ouagadougou, -10 % à Bobo-Dioulasso, -11 % à Kongoussi). Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches restent en hausse sur tous les marchés : mil (23 % à 40 %) ; sorgho (3 % à 19 %) ; maïs (3 % à 20 %). Toutefois, au Mali, selon l'ONG Afrique Verte, certains marchés connaissent des baisses des prix de certaines céréales sèches comparés à février 2103: mil (-3 % à Kayes et -38 % à Gao) ; maïs (-6 % à Mopti). Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse sur les marchés : mil (9 % à 32 %) ; sorgho (10 % à 19 %) ; maïs (3 % à 7 %).

Au passage des missions conjointes CILSS/FAO/FEWS NET/PAM/ Gouvernements de février 2013, les marchés étaient bien approvisionnés en céréales locales et importées au Mali, Sénégal et Mauritanie. Le niveau de la demande pour les achats institutionnels ou la reconstitution des stocks communautaires a augmenté au Mali. Les missions ont observé une importante présence de céréales maliennes sur les marchés transfrontaliers du Sénégal et de la Mauritanie.

Contrairement au Sénégal et à la Mauritanie, l'offre et la demande intérieure de bétail de janvier 2013 ont été inférieures à celles de la même période de 2012. Les flux de bétail entre le Sénégal et la Mauritanie se sont améliorés, mais restent faibles avec le Mali à cause de la situation sécuritaire dans le nord du pays. Les termes de l'échange sont favorables aux éleveurs et agro éleveurs dans les trois pays comparés à janvier 2013.

Les prix des céréales sont plus bas que ceux de la campagne de commercialisation 2011/12, mais ils restent supérieurs aux prix moyens des cinq dernières années au Mali et au Sénégal. En revanche, en Mauritanie ces prix sont stables mais restent toujours à un niveau supérieur comparés à la moyenne des cinq dernières années.

Tendance sur les marchés en Afrique de l'Ouest (suite)

En Mauritanie, le PAM vient de réaliser une étude au niveau des marchés de consommation de Bassiknou, Mbéra et Néma, du marché transfrontalier de Fassala et du marché de regroupement de Nouakchott. Les résultats préliminaires de cette étude montrent que la situation sécuritaire a entrainé dans la zone de Bassiknou : 1) une augmentation du coût du carburant et donc du transport ; 2) une accumulation des stocks sur les marchés frontaliers et 3) un changement de la structure des marchés (augmentation du nombre de grossistes et de détaillants aussi bien pour les produits manufacturés que pour le bétail). La chaine de commercialisation a été modifiée avec un arrêt des flux commerciaux avec l'Algérie (lait Lahada, farine de blé, carburant, dattes), une baisse du commerce transfrontalier avec le Mali (charbon, aliment bétail, céréales, produits manufacturés) et un renforcement des échanges avec Nouakchott (produits manufacturés). Comparé à la situation qui prévalait avant la crise, les prix des produits alimentaires ont connu une augmentation surtout pour les céréales en provenance du Mali. Ainsi le mil a enregistré une augmentation de +10% à Bassiknou, +17% au camp de M'Berra village, +25% à Fassala et +33% à M'Berra village. Les augmentations de prix sont essentiellement liées à une pression de la demande (pour 31% des commerçants interrogés) mais aussi aux difficultés d'approvisionnement dues à l'insécurité au Mali (25% des . Les attaques répétées depuis août 2012 ont encore poussé des familles à se déplacer ou se réfugier au Libéria. Ces déplacements affectent la reconstitution des moyens de subsistance (en particulier l'agriculture) et augmentent la vulnérabilité de ces familles. Suite à des incidents sécuritaires dans le département de Blolequin, dans la nuit du 12 au 13 mars, des déplacements des populations des localités de Zilebly, Oulaitaibli vers la ville de Blolequin ont été notés. L'ampleur de ces déplacements n'a pas encore été confirmée.

Impact sur la sécurité alimentaire

Au Mali, Mercy Corps a réalisé une évaluation de la sécurité alimentaire en février 2013 dans la région de Gao (nord du Mali) et dans certaines communautés de déplacés à Bamako et Koulikoro. Les résultats de cette étude montrent que les ménages enquêtés ont un régime alimentaire appauvri.. Les résultats n'indiquent cependant pas une sévère dégradation de la situation nutritionnelle des enfants.

Une enquête conjointe transfrontalière JAM a été conduite par le PAM et le UNHCR en collaboration avec leurs partenaires au **Liberia et en Côte d'Ivoire** pour évaluer la sécurité alimentaire des réfugiés ivoiriens au Liberia et des déplacés en Côte d'Ivoire au mois de novembre 2012. Les résultats obtenus au **Liberia** montrent que 3% des réfugiés vivant dans les camps ont une consommation alimentaire pauvre alors que 35% ont une consommation alimentaire limite. 38% des réfugiés n'ont donc pas accès à une consommation alimentaire équilibrée et suffisante et demeurent ainsi vulnérable aux chocs économiques et environnementaux. Sans aide alimentaire et soutien à long terme, ces derniers risquent de tomber dans l'insécurité alimentaire sévère. Une enquête nutritionnelle menée dans les camps en octobre 2012 avait montré des taux de malnutrition aigüe (3,9%) qui se trouvent dans les seuils acceptables de l'OMS. Cependant, la très forte prévalence de l'anémie observée chez les enfants et les femmes en âge de procréer pose un problème.

Les résultats obtenus en **Côte d'Ivoire** montrent que, fin 2012, environ 120 000 personnes déplacées et retournées et 32 000 rapatriés en provenance du Libéria sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. Dans la zone de Bangolo, l'insécurité alimentaire est expliquée principalement par l'insécurité permanente et l'occupation des plantations et des champs par des populations qui n'ont pas quitté leurs villages durant le conflit. Malgré le fait que les rapatriés soient arrivés avant le début de la saison agricole, ils ont rencontré des difficultés à accéder aux terres agricoles. Dans la zone de Duékoué, les personnes déplacées sont arrivées trop tard pour pouvoir préparer les terres pour la campagne agricole 2012-2013. Comme à Bangolo, les ménages déplacés de Duekoué font face à de graves difficultés pour récupérer leur terre. En conséquence, ces populations ne réussissent pas à sécuriser leurs stocks alimentaires et à récupérer leurs moyens de subsistance. Leur situation alimentaire dépend en grande partie des dons et aides reçus par la famille et de l'assistance fournie par la communauté ou les organisations caritatives. Dans la zone entre Bloléquin et Toulepleu, l'insécurité récurrente demeure le principal obstacle à la sécurité alimentaire. Alors que la situation reste fragile et dynamique, les populations sont contraintes à la mobilité constante. Les attaques répétées depuis août 2012 ont encore poussé des familles à se déplacer ou se réfugier au Libéria. Ces déplacements affectent la reconstitution des moyens de subsistance (en particulier l'agriculture) et augmentent la vulnérabilité de ces familles. Suite à des incidents sécuritaires dans le département de Blolequin, dans la nuit du 12 au 13 mars, des déplacements des populations des localités de Zilebly, Oulaitaibli vers la ville de Blolequin ont été notés. L'ampleur de ces déplacements n'a pas encore été confirmée.

Au Burkina Faso, selon les résultats de l'Enquête Nutritionnelle Nationale utilisant la méthode SMART menée par le gouvernement en collaboration avec l'UNICEF, le PAM, la Banque Mondiale et des ONG, la malnutrition aigüe globale a augmenté de 10,2% en 2011 à 10,9% en 2012. Par contre, la malnutrition aigüe sévère est passée de 2,4% en 2011 à 1,8% en 2012. Pour la première fois les indicateurs sur les pratiques alimentaires chez les jeunes enfants ont été inclus dans une Enquête Nutritionnelle Nationale.

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel y compris au Mali et dans les pays voisins affectés par la crise malienne	Les preneurs de décision humanitaires et de développement sont informés à temps pour prendre les bonnes décisions
Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Burkina Faso, Mali, Nigeria et Tchad	Suivi de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres
Soutenir le plaidoyer en faveur d'une réponse adéquate aux Appels Consolidés (CAP) lancés pour 2013 y compris au Mali et pour les opérations agricoles	Les besoins humanitaires issus de la crise du Sahel de 2012 et rapportés dans les CAP sont couverts à temps

Conclusions

- **Les bonnes récoltes au Sahel et en Afrique de l'Ouest ne doivent pas masquer la baisse des productions agricoles suite aux inondations de 2011 au Nigéria, pays qui représente la moitié des productions agricoles de la région, ni le fait que les ménages pauvres et très pauvres qui pratiquent très peu l'agriculture pour eux-mêmes n'ont pas bénéficié de ces perspectives agricoles favorables. Pour s'alimenter, ces ménages dépendent beaucoup des marchés où les prix des céréales sèches sont toujours en augmentation par rapport à la moyenne quinquennale.**
- **La situation au Nigéria mérite d'être suivie de près par tous les acteurs présents dans le pays suite aux différentes alertes lancées par les systèmes de suivi et évaluations menées depuis les inondations.**
- **La situation des pastoraux au nord Mali, à l'approche d'une soudure marquée par une perturbation importante des mouvements, de l'accès aux points d'eau et aux marchés peut mener à une crise pastorale dans cette région. Faire le suivi de cette situation reste essentiel pour les acteurs humanitaires.**

Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Papa Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org

A vos agendas !

> RPCA – Paris : 9-10 avril 2013 (point sur la situation au Sahel, analyse de la feuille de route AGIR (Alliance globale pour l'initiative résilience)